

TRADUCTION

F. 88 — 2216

12 OCTOBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif flamand portant modification de l'arrêté royal du 26 octobre 1976 fixant les modalités de recrutement, le statut et les subventions-traitements des cadres des centres culturels néerlandophones agréés

L'Exécutif flamand,

Vu le décret du 16 juillet 1973 relatif à l'octroi de subventions-traitements aux fonctionnaires culturels travaillant dans des maisons de la culture agréées qui favorisent la vie culturelle au sein de la communauté linguistique néerlandaise;

Vu le décret du 23 juin 1988 contenant le budget de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1988, notamment l'article 19;

Vu l'arrêté royal du 4 juillet 1975 relatif à l'agrément des centres culturels de langue néerlandaise et à leur classement en catégories en vue de l'octroi de subventions-traitements à leurs fonctionnaires culturels;

Vu l'accord du Ministre communautaire des Finances et du Budget, en date du 29 septembre 1988;

Vu l'avis du Collège consultatif des centres culturels néerlandophones en date du 8 juin 1988;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Education populaire en date du 29 juin 1988;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 8 août 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'adapter dans le plus bref délai, la réglementation en matière d'octroi de subventions-traitements des cadres des centres culturels néerlandophones;

Sur la proposition du Ministre communautaire de la Culture;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'arrêté royal du 26 octobre 1976 fixant les modalités de recrutement, le statut et les subventions-traitements des cadres des centres culturels néerlandophones agréés, l'article 12 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. § 1^{er}. Le cadre culturel peut prétendre aux subventions-traitements destinées aux cadres à partir du 1^{er} septembre de l'année où l'agrément prend cours ou pendant laquelle un changement de catégorie est intervenu, à condition que le pouvoir organisateur ou le conseil d'administration de l'association sans but lucratif ait communiqué, avant le 31 août de l'année en question, à l'administration compétente, les documents justificatifs requis établissant l'entrée en fonction du cadre.

§ 2. Lorsque le centre culturel n'a pas procédé, au terme du délai fixé sous le § 1^{er}, au recrutement d'un cadre, le droit aux subventions-traitements est suspendu jusqu'au 1^{er} septembre de l'année qui suit. »

Art. 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 1^{er}, les centres culturels qui sont agréés depuis le 1^{er} janvier 1988, peuvent prétendre aux subventions-traitements du bénéfice des cadres dès le 1^{er} avril 1988, à condition que le pouvoir organisateur ou le conseil d'administration de l'association sans but lucratif ait communiqué, avant le 31 mars 1988, les informations et les documents justificatifs requis établissant le recrutement du cadre.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1988.

Art. 4. Le Ministre communautaire de la Culture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 octobre 1988.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Culture,

P. DEWAELE

F. 88 — 2217

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

28 JUILLET 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 13 décembre 1979 portant création de bourses littéraires d'encouragement

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 3 novembre 1964 portant création de prix littéraires d'encouragement et de bourses de travail, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 17 décembre 1968 et l'arrêté royal du 13 décembre 1979;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté devrait entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1988, permettant ainsi l'attribution de bourses littéraires d'encouragement en 1988;

Vu l'avis de la Commission des Lettres du 16 mars 1988;

Sur proposition du Ministre-Président de la Communauté française du 20 juillet 1988;
Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 20 juillet 1988,

Arrêtons :

Article 1^{er}. Il est créé, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Communauté française, trois bourses d'encouragement d'un montant indivisible de 100 000 francs (cent mille francs) chacune, dénommées « Bourses littéraires d'encouragement ».

Art. 2. Les Bourses littéraires d'encouragement sont attribuées chaque année par le Ministre ayant la Culture dans ses attributions, sur avis du jury décrit à l'article 3 du présent arrêté. Ce concours est annoncé par voie de presse. Il vise des romanciers, poètes, auteurs dramatiques et essayistes âgés de moins de 35 ans (trente-cinq ans), n'ayant encore publié aucune œuvre, qui auront déposé un manuscrit complet, reproduit en dix exemplaires, au secrétariat de la Commission.

Leur attribution est réglée par le principe d'alternance bisannuelle, la première année étant réservée à la poésie et à l'essai; la seconde au roman et au théâtre, dans la proportion de deux bourses pour le roman et la poésie et d'une bourse pour le théâtre et l'essai.

Toutefois, dans le cas où la quantité des manuscrits qui lui seraient soumis l'imposerait, le jury peut proposer que ces proportions soient inversées.

Art. 3. Le jury chargé de proposer l'attribution des Bourses littéraires d'encouragement est constitué des membres de la Commission des Lettres, telle que constituée par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juillet 1985. Ce jury détermine son règlement d'ordre intérieur.

Art. 4. Le secrétariat du jury mentionné à l'article 3 du présent arrêté est assuré par le fonctionnaire ayant la charge du Service de la Promotion des Lettres, ou, à défaut, par un de ses collaborateurs directs désigné par lui.

Art. 5. Les membres du jury reçoivent une indemnité de lecture, dont le montant est fixé par le Ministre ayant la Culture dans ses attributions.

Art. 6. Les articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9 et 10 de l'arrêté royal du 13 décembre 1979 sont abrogés.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 1988.

Art. 8. L'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 juillet 1988.

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 2217

28 JULI 1988. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 december 1979 houdende instelling van letterkundige aanmoedigingsbeurzen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 3 november 1964 houdende instelling van letterkundige aanmoedigingsprijzen en werkbeurzen, zoals het is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 december 1968 en het koninklijk besluit van 13 december 1979;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de onder-tekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit op 1 januari 1988 in werking zou moeten treden, opdat aanmoedigingsbeurzen voor literaire werken in 1988 toegekend zouden kunnen worden;

Gelet op het advies van de Commissie voor de Letteren van 16 maart 1988;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 20 juli 1988;

Gelet op de door de Franse Gemeenschapsexecutieve na de beraadslaging van 20 juli 1988 genomen beslissing,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden, binnen de perken van de daartoe op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken kredieten, drie aanmoedigingsbeurzen voor een ondeelbaar bedrag van 100 000 frank (honderdduizend frank) per beurs, opgericht, hierna « Aanmoedigingsbeurzen voor literaire werken » genoemd.

Art. 2. De aanmoedigingsbeurzen voor literaire werken worden elk jaar door de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort, toegekend, op advies van de in artikel 3 van dit besluit bedoelde jury. Die wedstrijd, via de pers aangekondigd, wordt georganiseerd voor romanschrijvers, dichters, toneelschrijvers en essayisten, die minder dan 35 jaar (vijftig jaar) oud zijn, die nog geen werk hebben uitgegeven, en die een volledig manuscrypt, in tien exemplaren vermenigvuldigd, bij het secretariaat van de Commissie hebben neergelegd.

Ze worden beurtelings om de twee jaar toegekend, het eerste jaar, voor dichtkunst en essays, het tweede jaar, voor romankunst en toneelkunst, in de verhouding van twee beurzen voor romankunst en dichtkunst, en een beurs voor toneelkunst en essays.

Ingeval het aantal manuscripten die aan de jury worden voorgelegd het zou vereisen, kan zij voorstellen dat deze verhouding wordt omgekeerd.

Art. 3. De jury die de toekenning van de Aanmoedigingsbeurzen voor literaire werken voorstelt, is samengesteld uit de leden van de Commissie voor de letteren zoals deze samengesteld is bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 juli 1985. Die jury stelt haar huishoudelijk reglement vast.

Art. 4. Het secretariaat van de in artikel 3 van dit besluit vermelde jury wordt waargenomen door de ambtenaar belast met de Dienst voor bevordering van de letteren, of, bij gebreke daarvan, door een van zijn naaste medewerkers die door hem wordt aangewezen.

Art. 5. De leden van de jury krijgen een lectuurvergoeding, waarvan het bedrag wordt vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort.

Art. 6. De artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9 en 10 van het koninklijk besluit van 13 december 1979 worden opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1988.

Art. 8. De Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 juli 1988.

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 3 juni 1988 is de heer Debaes, Jules, rechter in de arbeidsrechtbank te Doornik, benoemd tot Officier in de Orde van Leopold II.

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de voordrachten van het hof van beroep te Brussel en van de provincieraad van Brabant tot twee plaatsen van raadsheer vakant in het hof van beroep te Brussel

Eerste plaats :

Kandidaten voorgedragen, in dezelfde orde, door het hof van beroep en door de provincieraad :

Eerste kandidaat :

de heer Goldberg, M., beslagrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;

Tweede kandidaat :

de heer Collin, J.P., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Tweede plaats :

Kandidaten voorgedragen door het hof van beroep :

Eerste kandidaat :

de heer Mahieu, W., ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;

Tweede kandidaat :

de heer Maffei, P., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Kandidaten voorgedragen door de provincieraad :

Eerste kandidaat :

Mevr. Nichels, N., rechter in de rechtbank van koophandel te Brussel;

Tweede kandidaat :

Mevr. Debaenst, E., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Bekendmaking van de voordrachten van het hof van beroep te Brussel en van de provincieraad van Brabant tot de plaats van voorzitter vakant in de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel

Kandidaten voorgedragen door het hof van beroep :

Eerste kandidaat :

Mevr. Cuvelier, J., ondervoorzitter en beslagrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel;

Tweede kandidaat :

Mevr. Dannau, O., beslagrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 3 juin 1988, M. Debaes, Jules, juge au tribunal du travail de Tournai, est nommé Officier de l'Ordre de Léopold II.

Ordre judiciaire

Publication des présentations de la cour d'appel de Bruxelles et du conseil provincial du Brabant à deux places de conseiller vacantes à la cour d'appel de Bruxelles

Première place :

Candidats présentés, dans le même ordre, par la cour d'appel et par le conseil provincial :

Premier candidat :

M. Goldberg, M., juge des saisies au tribunal de première instance de Bruxelles;

Second candidat :

M. Collin, J.P., juge d'instruction au tribunal de première instance de Bruxelles.

Seconde place :

Candidats présentés par la cour d'appel :

Premier candidat :

M. Mahieu, W., vice-président au tribunal de première instance de Bruxelles;

Second candidat :

M. Maffei, P., juge au tribunal de première instance de Bruxelles.

Candidats présentés par le conseil provincial :

Premier candidat :

Mme Nichels, N., juge au tribunal de commerce de Bruxelles;

Second candidat :

Mme Debaenst, E., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles.

Publications des présentations de la cour d'appel de Bruxelles et du conseil provincial du Brabant à la place de président vacante au tribunal de première instance de Nivelles

Candidats présentés par la cour d'appel :

Premier candidat :

Mme Cuvelier, J., vice-président et juge des saisies au tribunal de première instance de Nivelles;

Second candidat :

Mme Dannau, O., juge des saisies au tribunal de première instance de Nivelles.